

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Numéro d'identification
court :

2	0	2	5	.			
---	---	---	---	---	--	--	--

Renseigné après engagement

Numéro d'identification
Long Chorus :

2	0	2	5													
---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Renseigné après engagement

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CCAP

Maître d'Ouvrage

Ministère de l'Education Nationale
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur
Rectorat de l'académie d'Aix Marseille

Objet du marché

**Missions d'étude de programmation et d'économie de la construction pour la
restructuration des espaces pédagogiques, de recherche et vie
étudiante du campus de l'Ecole Centrale Méditerranée à Marseille**

Procédure de Passation

Marché en procédure adaptée en application des articles
L. 2123.1 1°) et R.2123.1 1°) du Code de la Commande Publique
Marché à tranches (article R.2113.4 du CCP)

MOIS "Mo ETUDES" : décembre 2024

mois précédant le mois de remise des offres

Date du marché

(Réservé pour la mention d'exemplaire unique du marché)

Numéro d'EJ du contrat

Montant TTC

Code CPV principal

71241000-9 71242000-6

Imputation

Opération :
Programme :
Tranche fonctionnelle :

L'acte d'engagement comporte ____ pages et les annexes n° ____

Entre les soussignés :

Le pouvoir adjudicateur	
Région Académique PROVENCE ALPES COTE D'AZUR – Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille	
Adresse	Place Lucien PAYE – 13621 Aix en Provence cedex 1
Représentant du pouvoir adjudicateur	M. Le Recteur de la Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur, Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille

D'une part,

Et :

Le prestataire

☐ Le signataire, **prestataire unique** s'engage sur la base de son offre :

Nom et prénom :															
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :															
Domicilié à :															
Tel. :								Fax :							
Courriel *:															
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)															
Au capital de :															
Ayant son siège à :															
Tel. :								Fax :							
Courriel *:															
N° d'identité d'établissement (SIRET) :															
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :															

***Adresse courriel où les notifications pourront être valablement effectuées**

☐ Le signataire, **mandataire du groupement décrit ci-après** s'engage sur la base de l'offre en groupement ☐ **conjoint** ☐ **solidaire**

Groupement représenté par

..... **Nom Prénom Qualité**

Co-traitant 1 : mandataire

Nom et prénom :			
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :			
Domicilié à :			
Tel. :		Fax :	
Courriel *:			
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)			
Au capital de :			
Ayant son siège à :			
Tel. :		Fax :	
Courriel *:			
N° d'identité d'établissement (SIRET) :			
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :			

***Adresse courriel où les notifications pourront être valablement effectuées**

Co-traitant 2 :

Nom et prénom :			
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :			
Domicilié à :			
Tel. :		Fax :	
Courriel *:			
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)			
Au capital de :			
Ayant son siège à :			
Tel. :		Fax :	
Courriel *:			
N° d'identité d'établissement (SIRET) :			
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :			

***Adresse courriel où les notifications pourront être valablement effectuées**

Co-traitant 3 :

Nom et prénom :															
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :															
Domicilié à :															
Tel. :						Fax :									
Courriel *:															
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)															
Au capital de :															
Ayant son siège à :															
Tel. :						Fax :									
Courriel *:															
N° d'identité d'établissement (SIRET) :															
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :															

***Adresse courriel où les notifications pourront être valablement effectuées**

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

• 1- OBJET DU MARCHÉ ET NATURE DES PRESTATIONS

Objet du marché : Le présent marché a pour objet une mission d'étude de programmation et d'économie de la construction pour la restructuration des espaces pédagogiques, de recherche et vie étudiante du campus de l'Ecole Centrale Méditerranée à Marseille

Lieu d'exécution : : 38 rue Frédéric Joliot Curie – 13013 MARSEILLE

Nature du marché : marché de services : prestations intellectuelles

• 2- DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Dans le cadre du CPER 2021-2027, l'Ecole Centrale Méditerranée doit définir la troisième phase de restructuration du Campus marseillais. L'opération concerne principalement sur les espaces pédagogiques, de recherche et de vie étudiante.

Le périmètre d'étude porte sur plusieurs bâtiments (Maille, Equerre, CMT, Plot 1, Plot 2).

Une étude de programmation est nécessaire pour étudier la faisabilité fonctionnelle, technique et économique ainsi que le phasage hiérarchisé d'un projet compatible avec le budget du CPER.

La mission comprend :

En tranche Ferme :

- Phase 1 – Audit technique - Analyse des besoins – Schéma directeur synthétique
- Phase 2 – Rédaction pré-programme
- Phase 3 – Assistance à la rédaction et présentation du dossier d'expertise
- Phase 4 – Rédaction du programme

En tranche optionnelle 1 :

- Phase 5 - Assistance au maître d'ouvrage pour la désignation du maître d'œuvre

Durée prévisionnelle du marché : **12 mois** à compter de sa notification (hors Tranche optionnelle).

Délais d'exécution :

Les délais d'exécution de remise des livrables sont proposés par le candidat

• 3- MONTANT DU MARCHE

Il est prévu une décomposition en tranches.

■ Les prestations de la **Tranche ferme** seront rémunérées par application du prix forfaitaire égal à :

● Montant hors TVA :	€	
● TVA au taux de	20	% , soit€
● Montant TVA incluse :	€	
Arrêté en lettres à			

■ Les prestations de la **Tranche optionnelle** seront rémunérées par application du prix forfaitaire égal à :

● Montant hors TVA :	 €	
● TVA au taux de	20	% , soit €
● Montant TVA incluse :	 €	
Arrêté en lettres à			

En cas de groupement, les candidats présenteront en annexe la répartition des paiements entre les co-traitants détaillé par phase

■ soit un Montant global **toutes tranches** :

● Montant hors TVA :	€	
● TVA au taux de	20	% , soit €
● Montant TVA incluse :	 €	
Arrêté en lettres à			

4 - REMUNERATION DU PRESTATAIRE

Les prix du titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations tels que les frais de la garantie légale, ainsi que la rémunération des intervenants, leurs éventuels frais annexes (frais administratifs, frais de déplacement, frais d'hébergement et de restauration, etc.).

- CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHÉ

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites dans le présent marché et annexes.

La répartition des paiements entre ce qui doit être réglé au mandataire du groupement, à chaque cotraitant et à chaque sous-traitant devra être indiquée.

- TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

- NATURE DES PRIX

Les prix du marché sont **fermes au cours de la 1^{ère} année d'exécution** des prestations et **révisibles au-delà des 12 premiers mois**

- MODALITES DE REVISION DES PRIX

A) - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 (mois précédant celui de la remise des offres) fixé à l'acte d'engagement.

B) - Révision des prix du marché

L'index de référence I pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ING publié par l'INSEE.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 I_m/I_o$$

Dans laquelle I_m et I_o sont les valeurs prises par **l'index ingénierie** respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. Le maître d'ouvrage procèdera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

• 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le paiement des prestations s'effectue à chaque fin de mission élémentaire après remise d'un dossier complet.

Conditions de paiement : Le paiement est effectué par mandat administratif (virement bancaire) suivant les règles de la comptabilité publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires, au profit du titulaire du marché, dont le taux applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Facturation : Les factures sont transmises par voie dématérialisée. Elles sont présentées conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 Code de la commande publique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail de facturation « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du Code de la Commande Publique ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail public de facturation Chorus Pro : lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique doit la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par Chorus pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Attention : le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture est une information essentielle qui permet un traitement des factures dans un délai nominal. L'absence de cette mention ne permet pas au service en charge de la liquidation de la facture de retrouver cette facture sur le portail CHORUS-PRO. En conséquence, le délai de paiement peut être impacté en l'absence de cette mention.

Paiement des sous-traitants : Pour les sous-traitants admis au paiement direct, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques libellées au nom du pouvoir adjudicateur sont effectués exclusivement sur le portail public de facturation Chorus Pro, sans autre formalité.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique doit la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le titulaire dispose de 15 jours à compter du dépôt de la demande de paiement par le sous- traitant pour l'accepter ou la refuser sur ce portail. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement avant transmission au pouvoir adjudicateur

Compte(s) à créditer : Joindre le/les RIB et compléter le tableau ci-dessous

☐ **Prestataire unique**

compte ouvert à l'organisme bancaire :																						
à :																						
au nom de :																						
sous le numéro :																clé RIB :						
code banque :																code guichet :						
IBAN :																						
BIC :																						

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupement solidaire de prestataires : Paiement sur un compte unique**

Les soussignés prestataires groupés solidaires autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des prestataires groupés

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

compte ouvert à l'organisme bancaire :																						
à :																						
au nom de :																						
sous le numéro :																clé RIB :						
code banque :																code guichet :						
IBAN :																						
BIC :																						

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupement conjoint de prestataires : paiement sur comptes séparés**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes :

Co-traitant 1 (mandataire)

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/>
IBAN :		
BIC :		

Co-traitant 2

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/>
IBAN :		
BIC :		

Co-traitant 3

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/>
IBAN :		
BIC :		

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

• 6- CO_TRAITANCE

Le mandataire du groupement est désigné à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 3.5.2 du CCAG-PI, en cas de groupement conjoint d'entreprises, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'Etablissement jusqu'à la date d'expiration du délai de garantie.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

7- SOUS TRAITANCE

Le Titulaire est habilité à sous-traiter ses prestations, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément préalables des conditions de paiement du/des sous-traitants(s), conformément aux conditions posées par l'article 3.6. du CCAG PI.

L'acceptation d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande préalable en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

L'acte spécial de demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est établi conformément au modèle DC4 et doit être remis signé conjointement par le sous-traitant et par le titulaire. Dans cette déclaration, il est demandé que les prestations sous-traitées soient présentées selon la même décomposition que celle du titulaire et libellés de manière suffisamment explicite pour identifier clairement les prestations effectuées par le sous-traitant.

Si l'opérateur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est également contresigné par le mandataire du groupement.

1^{er} cas : sous traitance déclarée à l'offre

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que ☐ je déclare / ☐ nous déclarons sous-traiter est (cf détails dans le/les DC4 joint(s))

Société sous-traitante	NATURE	TOTAL HT
TOTAL		

Les déclarations, attestations et capacités professionnelles des sous-traitants recensés dans les annexes, sont jointes au présent acte d'engagement.

2nd cas : sous traitance envisagée en cours d'exécution

En cas de sous-traitance des prestations en cours de marché, les sous-traitants devront être agréés dans les conditions des articles R2193.3 et 4 du Code de la Commande Publique.

8 - CREANCE PRESENTEE EN NANTISSEMENT OU CESSION

Le montant du présent marché que le candidat peut présenter en nantissement ou céder est au maximum le montant de l'offre acceptée par le maître d'ouvrage, duquel il convient de déduire le montant cumulé des prestations sous-traitées.

Le montant de cette créance sera défini lors de la remise de l'exemplaire unique.

Une copie de l'original de l'AE/CCAP portant une formule d'exemplaire unique ou un certificat de cessibilité sera délivré au titulaire sur simple demande écrite de sa part.

. 9- AFFERMISSEMENT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE

La tranche optionnelle devra être affermie, au plus tard **24 mois** après notification de la tranche ferme.

Le titulaire du marché sera informé par ordre de service.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la tranche optionnelle.

Sans affermissement avant cette échéance, le marché sera considéré comme achevé.

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit, ni d'attente de tranche optionnelle.

Dans l'hypothèse où la tranche optionnelle est affermie à la même date que la tranche ferme, la durée d'exécution des prestations de la tranche optionnelle se rajoute au délai global d'exécution du marché

. 10- GARANTIES FINANCIERES ET AVANCE

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Aucune avance ne sera versée

. 11 - PENALITES DE RETARD/ RESILIATION

Il sera fait application si nécessaire des dispositions générales prévues au CCAG « PI ».

. 12 - MODIFICATIONS DU MARCHÉ

Application des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la Commande Publique.

. 13 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire** de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception : (**adressées au mandataire en cas de groupement)

- Messagerie sécurisée du profil acheteur PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat)
(adressé au mandataire en cas de groupement)
A défaut :
- Remise contre récépissé daté ou lettre recommandée avec accusé de réception postal

. 14 - CONFIDENTIALITE ET UTILISATION DES RESULTATS

14.1 Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que les informations, documents ou éléments liés au présent marché ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de ce marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

14.2 Utilisation des résultats

Les résultats s'entendent selon les définitions de l'article 32 du CCAG-PI.

Le régime de propriété intellectuelle est celui fixé aux articles 33 à 35 du CCAG PI.

Il est précisé que les livrables produits par le titulaire pourront être publiés dans le cadre des opérations de consultation des marchés se rapportant au projet ou à des fins de communication.

. 15 - DISPOSITIONS DIVERSES

Pièces constitutives du marché par ordre de priorité :

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le présent acte d'engagement valant également cahier des clauses administratives particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont seul l'exemplaire conservé par l'acheteur fait foi
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ** issu du texte n° 21 de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.)
- **La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)**
- Le mémoire méthodologique justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution des prestations
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs

**Le présent marché est soumis au cahier des clauses administratives générales issu de l'arrêté du 30 mars 2021 applicable aux marchés de prestations intellectuelles. Le titulaire déclare parfaitement connaître ce dernier document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché.*

Le texte peut être consulté sur le site internet <http://www.legifrance.gouv.fr>.

Règlement des différends et des litiges - Attribution de compétence :

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause. En cas d'échec de règlement du litige : Les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif.

En cas de litige relatif à l'exécution du présent marché, seul le tribunal administratif de Marseille sera compétent.

. 16 - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations du titulaire, sans indemnité, au terme de chacune des phases de la mission.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie de mission peut être temporaire ou définitive. Un arrêt définitif a pour effet d'entraîner la résiliation du marché sans indemnité. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

. 17 - RESILIATION DU MARCHE

Les conditions de résiliation applicables au présent marché sont celles des articles 27 et 36 à 42 du CCAG PI.

Outre les cas évoqués à l'article 39 du C.C.A.G. Prestations intellectuelles, sont considérés comme des cas pouvant entraîner la résiliation aux torts du titulaire :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-14 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- La non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle.
- Le non-respect des obligations du titulaire, constaté par une mise en demeure établie par l'établissement concerné.
- La non-remise tous les 6 mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D. 8222- 5 du Code du travail.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

• 18 - OBLIGATION D'INFORMATION

Le /les prestataire(s) s'engage (nt) expressément à notifier immédiatement au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
- A la forme de l'entreprise
- A la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- A son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale
- A son capital social
- A toutes modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise

♦♦♦♦♦

• RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Personne habilitée à transmettre les renseignements visés par l'article R. 2191-60 et 61 du Code de la commande publique	M. Le Recteur de la Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur, Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille
Ordonnateur	M. Le Recteur de la Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur, Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille
Comptable assignataire des paiements**	Direction départementale des finances publiques des Alpes Maritimes

***Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus*

• - **SIGNATURE DU CANDIDAT**

☐ J'affirme / ☐ nous affirmons sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) ☐ j'interviens / ☐ nous intervenons ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la Commande Publique.

La signature du présent acte vaut adhésion et consentement sans réserve aux documents constitutifs du marché. Le titulaire individuel ou le *mandataire habilité* ou chaque membre du *groupement* s'engage sur la base de son offre à exécuter les prestations demandées.

Fait en un seul original	
à : <input type="text"/>	le : <input type="text"/>
Mention manuscrite "lu et approuvé" signature du prestataire : <small>signature obligatoire du mandataire en cas de groupement</small>	
<div style="border: 1px dashed black; height: 150px; width: 100%;"></div>	

- DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Cadre réservé au représentant du pouvoir adjudicateur

Acceptation de l'offre	<small>réservé à l'administration</small>
<p>Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.</p> <p>Le représentant du pouvoir adjudicateur</p> <p>A Aix en Provence le :</p>	

17 - NOTIFICATION DU MARCHE

La notification du marché est constituée soit par :

- l'envoi avec accusé de réception sur le profil acheteur (plate-forme de dématérialisation PLACE)
- l'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception à défaut d'accusé de réception électronique par le Titulaire

Apposer dans ce cadre l'accusé de réception électronique ou postal valant date de notification du marché